

**Discours de clôture de Nicolas DUPONT-AIGNAN**

Candidat à l'élection présidentielle  
Député de l'Essonne  
Président de Debout la République

Mes chers compagnons,



Votre présence nombreuse d'aujourd'hui me réchauffe le cœur. Nous sommes plus de x dans ce gymnase. Mais savez-vous que google mesurait 716000 clics sur mon nom hier soir à 20h32 très loin devant les autres candidats à l'exception de F Bayrou (1296000) JM Le Pen (1490000), N Sarkozy (3230000) et S Royal («3652000») ! Des chiffres qui prouvent combien nous sommes en avance sur les sondages utilisés ici ou là par le microcosme parisien pour verrouiller l'élection présidentielle.

Les témoignages au cours du repas révèlent d'ailleurs qu'il se passe quelque-chose.

Issu de familles politiques différentes, chacun, avec ses mots,

son histoire, son idéal, a enrichi notre rassemblement de ce dimanche.

Vous avez prouvé ainsi que lorsque l'essentiel est en jeu, la France et la certaine idée que nous nous en faisons, il est naturel de dépasser les frontières factices des boutiques partisanes.

Je veux faire mienne cette phrase de Saint-Exupéry « Entre le passé où sont nos souvenirs et l'avenir où sont nos espérances, il y a le présent où sont nos devoirs ».

Oui mes amis, notre devoir aujourd'hui c'est de porter devant les Français un nouveau projet d'inspiration gaulliste et républicaine pour la France.

Oui notre devoir c'est d'offrir un autre choix aux Français.

Dans 12 semaines, jour pour jour, les bureaux de vote ouvriront pour le 1<sup>er</sup> tour de scrutin.

Et une question est déjà sur toutes les lèvres : Les Français auront-ils ce jour là cette liberté de choix ?

La précampagne, il faut le reconnaître a déjà dérapé :

- une confusion malsaine entre la fonction de ministre de l'intérieur et le statut de candidat,
- des boules pointues lancées par les officines, en lieu et place du débat,
- des temps d'antenne honteusement disproportionnés,
- des maires prisonniers des deux grands partis et de leurs féodalités qui distribuent les subventions publiques.

**Cette démocratie du spectacle, cette démocratie light, a la couleur de la démocratie, elle en a l'apparence, mais ce n'est pas la vraie démocratie.**

**Comme tous les Français nous supportons de moins en moins ce duel factice entre, d'un côté, une candidate qui ne dit rien sur rien et de l'autre un candidat qui promet tout sur tout.**

Si par malheur cette farce démocratique devait continuer encore trois mois, quelle serait la légitimité du nouveau Président ? Pourrait-il gouverner après une victoire déloyale ?

Alors oui mes amis, c'est bien un devoir de se battre pour porter nos convictions, nos valeurs, notre projet devant les Français.

Car, je peux en témoigner devant vous après avoir effectué en quelques mois 24 déplacements en province, nos compatriotes ont soif de débat, soif de propositions nouvelles, soif de sérieux, de droiture, de vérité, de sincérité. Ils en ont plus qu'assez de la foire aux promesses, de l'agitation médiatique, du vide des projets ou du trop plein clientéliste.

Oui, nos compatriotes ont tellement été trompés qu'ils savent fort bien discerner le faux du vrai, le toc de l'authentique et le clinquant du durable.

C'est pourquoi, mes amis, je vous invite à faire preuve d'opiniâtreté, de courage, et d'audace.

**Opiniâtreté tout d'abord**

Souvenez-vous des commentaires de septembre dernier. « Tu es sincère mais où est ton espace politique » ? « Jean-Pierre Chevènement à gauche, Michèle Alliot-Marie ou Dominique de Villepin à droite, ne disent-ils pas à leur façon la même chose que toi ? » Ils se sont évanouis. Et nous avons bien eu raison, ensemble, de vouloir aller jusqu'au bout. Nous avons eu raison de refuser d'aller cuire « une petite soupe de plus sur un petit feu de plus ».

**Courage ensuite**

Courage de s'adresser directement aux Français car, pour nous gaullistes, l'élection présidentielle n'appartient pas aux partis politiques mais au peuple. C'est pourquoi, vous le savez, ne cédant pas aux pressions, j'ai quitté l'UMP. Sans renier ma famille d'origine, je refuse d'être prisonnier de ce nouveau système féodal qui étouffe notre démocratie. N'oubliez pas ce que disait le Général de Gaulle « Il n'y a pas de gaullistes de gauche ni de droite. Etre gaulliste, c'est être de gauche et de droite à la fois, vous voyez ce que je veux dire, à la fois ! C'est être passionné et raisonnable, mais en même temps ! C'est être pour le mouvement et pour l'ordre, mais conjointement ».

**Audace**, enfin

Oui, audace de proposer une autre politique. Depuis 30 ans le PS comme l'UMP mènent la même politique. Les deux blocs ont successivement échoués, ils ont été successivement désavoués. Et nous devrions accepter de les voir mettre le couvercle sur la marmite ! Nous devrions accepter de nous ranger derrière eux pour faire semblant d'agir ! Car, ne vous y trompez pas, derrière les artifices de campagne, il y a toujours la même dévotion chez l'un comme chez l'autre à un carcan européen dévoyant la belle idée européenne et interdisant tout redressement. Alors oui, ayons l'audace de traiter enfin les problèmes à leurs racines.

Etre gaulliste et républicain aujourd'hui mes amis, ce n'est pas de la nostalgie, c'est tout simplement dire aux Français :

**Oui, une autre politique est nécessaire et possible.**

**Oui, la France va mal mais elle peut s'en sortir.**

**Oui, la France a tous les atouts pour gagner.**

**Oui, nous avons ensemble entre nos mains les moyens du redressement.**

Mais on ne peut réussir ce redressement qu'avec un projet politique ambitieux, sérieux, réaliste.

Mon projet s'organise autour de trois grands axes :

- **le rassemblement**
- **le progrès social**
- **l'indépendance nationale**

Individualisme, esprit de clans, féodalités, corporatismes, communautarismes la France souffre de son morcellement.

Ici, un tribunal qui relaxe un délinquant quand un autre, 20 kilomètres plus loin, condamne. Là, un collège qui rassemble les meilleurs quand au cœur de la cité un autre concentre les échecs scolaires. Ici la commune qui croule sous le poids des difficultés sociales et économiques quand sa voisine cumule tous les avantages, entreprises, taxe professionnelle, services à la population. Des zones rurales où les services publics ferment et d'autres plus attractives, qui en concentrent beaucoup. Des quartiers qui deviennent des ghettos et d'autres qui se protègent avec des murs et des grilles.

Ce n'est pas cela la France ! Notre rôle à nous les hommes politiques, n'est pas de conforter les religions aux dépens de la laïcité, de gouverner en fonction des corporatismes, de suivre les sondages, de s'en remettre, en guise de politique d'aménagement du territoire, aux féodalités locales.

Curieuse campagne dominée par le sectarisme et la caricature. Un candidat à la présidentielle ne doit pas par électoralisme désigner des boucs émissaire !

Celui qui serait fainéant au prétexte qu'il est chômeur !

Celui qui serait un capitaliste au motif qu'il gagne plus de 4000 euros ?

Celui qui serait un terroriste au motif qu'il ne pratique la religion de la majorité ?

Mais jusqu'où iront-ils ?

Je refuse, pour ma part, de flatter les bas instincts : l'envie, la jalousie, l'arrogance, l'exclusion.

Je refuse comme vous tout autant la démagogie des bons sentiments qui risque, à force de promettre ce que l'on n'a pas, de décevoir encore plus demain.

Obsédés par les sondages qui segmentent la population française, les programmes politiques ont perdu toute cohérence et additionnent les engagements contradictoires.

Je refuse cet abaissement de la politique. Ce mépris du peuple qui vise simplement à amuser la galerie pour faire oublier le vide comme la similitude des projets dès qu'il s'agit de l'essentiel.

Je crois au contraire que pour rassembler les Français nous devons réaffirmer **les principes républicains dont sont orphelins nos concitoyens.**

Des principes républicains Liberté, Egalité, Fraternité qui, pour vivre, pour avoir une traduction concrète dans la vie des Français, ont besoin d'un véritable Etat. Pas l'Etat obèse des socialistes, pas l'Etat minimal et compromis des libéraux. L'Etat garant de l'intérêt général. L'Etat impartial qui libère. L'Etat efficace qui protège. L'Etat stratège qui anticipe les défis du monde.

**Oui, la loi doit être la même pour tous, ce qui exige une réforme complète de la Justice.** Réorganisation de la carte judiciaire, doublement des moyens, séparation du parquet et du siège pour uniformiser la politique pénale, contrôle de l'exécution des peines, renforcement de l'aide juridictionnelle, voilà les vraies mesures pour rétablir l'exemplarité de la peine et donc la sécurité des biens et des personnes.

**Oui, l'école publique, gratuite, laïque et obligatoire doit être refondée.** De la même manière que Jules Ferry avait créé l'école de la III<sup>ème</sup> République, nous devons inventer l'école du XXI<sup>ème</sup> siècle. Une école exigeante qui ne laisse aucun enfant sur le bord de la route. Une école qui instruit et qui libère la conscience des élèves. C'est le sens du quasi doublement des horaires d'apprentissage du Français que je propose. Comme celui du plan de lutte contre l'échec scolaire. Là aussi, mettons fin à la démagogie ambiante, appuyons-nous sur les enseignants qui veulent enseigner, fermons les IUFM, utilisons les méthodes qui ont fait leurs preuves, ouvrons le chantier de la réforme des universités.

**Oui, il est temps d'inventer une politique nationale d'équilibre du territoire.** Le monde entier nous envie nos paysages, nos terroirs. Allons-nous laisser mourir cette extraordinaire diversité ? Il est temps de réagir. Cela passe par la mise en place de nouveaux mécanismes de péréquation financière entre les régions, départements et communes. Cela passe aussi par le rétablissement et la modernisation de nos services publics. Renationalisation des autoroutes, d'EDF/GDF, maintien du monopole de la Poste comme de la SNCF, réforme rigoureuse des grandes entreprises nationales. Ce sont les premières conditions du renouveau du monde rural. Un monde rural qui doit aussi loger ses enfants, répartir harmonieusement les emplois publics, réorienter son agriculture.

**Enfin, il nous faut remettre en marche notre modèle républicain d'intégration si l'on veut préserver notre cohésion nationale.** Donnons-nous les moyens de maîtriser les flux migratoires pour donner une chance à ceux qui sont déjà sur notre sol. Suspendons pour cinq ans le regroupement familial, rétablissons le contrôle à nos frontières, durcissons les peines contre les employeurs de travailleurs immigrés clandestins, lançons un plan « Marshall » pour développer l'Afrique, luttons contre la discrimination au faciès : c'est ainsi que nous mettrons fin aux ghettos et au cercle vicieux de la haine et du racisme qui minent notre société.

Sachons aussi préserver la paix civile et religieuse en confortant la laïcité. Quand certains veulent défiscaliser les dons aux religions pour imiter les Américains, je dis clairement que notre République doit respecter les religions mais n'en encourager aucune.

En avril 2007 le choix sera simple : allons-nous laisser détricoter la République sous la pression des communautarismes, notamment religieux, et de la démagogie de la « discrimination positive », ou au contraire aurons-nous le courage de la raffermir, pour donner enfin un sens concret à sa devise « Liberté, Egalité, Fraternité » ?

Le rassemblement des Français autour de ses valeurs républicaines est un préalable indispensable au redressement du pays, mais cela ne suffira pas. **Une République épanouie est, vous le savez tous, porteuse de progrès social.** Or, nous sommes aujourd'hui engagés dans une vraie régression économique et sociale.

Au moment où le pouvoir d'achat est en berne, où des millions de salariés ne peuvent plus vivre décemment des fruits de leur travail (la fiche de paie ne faisant au mieux qu'éponger les factures incompressibles), où les délocalisations s'accroissent, où se loger devient impossible, où la misère n'est plus seulement une menace abstraite pour les autres, nous n'avons plus le choix qu'entre l'explosion finale ou le sursaut.

Comme toujours avant les élections, pour éviter de poser les questions tabous sur l'euro, l'OMC, la politique fiscale, la recherche... les grands candidats s'agitent dans tous les sens. Ils ne reculent devant aucune démagogie.

**D'un côté, la démagogie des socialistes** qui entretiennent les illusions et s'enfoncent dans les contradictions. Il est si facile de raser gratis en promettant monts et merveilles (SMIC à 1500 euros). Mais en mesurent-ils une seconde les conséquences dans une économie qu'ils souhaitent d'ailleurs toujours plus ouverte ? Plus de délocalisations, plus de fuite de capitaux, la pénurie à répartir !

**Evidemment je refuse aussi la démagogie d'en face.** Celle d'une certaine droite qui a pris l'habitude de prôner l'effort de tous au profit de quelques uns. Une certaine droite qui à force d'être sous la coupe de quelques grands groupes très politisés, propriétaires d'ailleurs d'importants médias, a oublié que le libéralisme n'exclue en rien un minimum d'interventionnisme notamment industriel comme aux Etats-Unis, en Allemagne ou au Japon.

A gauche, on nie la mondialisation, à droite on s'en sert pour plaire aux puissants.

D'un côté, on désigne les riches comme boucs émissaires, de l'autre on culpabilise les chômeurs.

Le résultat est là sous nos yeux, le déficit du commerce extérieur explose, notre tissu industriel se désagrège, nos entreprises passent sous contrôle étranger, elles recrutent à l'étranger et licencient en France, les petits boulots se substituent aux vrais emplois, le niveau de vie stagne.

**La guerre économique mondiale exige une contre-attaque de grande ampleur : la mobilisation générale de tout le pays. Une stratégie globale à la fois pour muscler notre économie et pour garantir le progrès social. C'est pourquoi je prône l'effort de tous au profit de tous.**

**L'effort de tous autour d'un seul objectif, la lutte contre le chômage.** Car ne l'oublions pas, c'est le chômage qui gangrène notre société. C'est le chômage qui casse le moral des jeunes et des seniors. C'est le chômage qui grève les budgets sociaux.

Plutôt que de distribuer des vaines promesses comme on distribue de la fausse monnaie, je propose de concentrer toutes les mesures pour rétablir le plein emploi.

**Tout doit être fait pour relocaliser le maximum d'emplois en France.** Plutôt que de promettre une baisse totalement illusoire des prélèvements publics, je propose déjà de les rendre efficaces. Jamais la dépense

publique n'a été aussi importante et les investissements aussi faibles. Il faut donc déjà redéployer les dépenses publiques au profit de l'investissement de long terme.

Supprimons les gaspillages, mais oui c'est possible, simplifions les structures et les échelons d'administration, modernisons nos procédures. Mais ne faisons pas croire aux Français que cet argent économisé pourra leur être tout de suite rendu. Car au même moment il faut augmenter le budget de la recherche, des universités et baisser les charges sociales.

Comment croire en effet que la France puisse réussir son XXI<sup>ème</sup> siècle sans investir massivement dans les technologies d'avenir, inventer la voiture propre, découvrir l'espace, l'infiniment petit, la carte du génome humain ? Fabriquer les produits de demain, repousser les limites de la connaissance et du progrès, organiser une politique industrielle, voilà les défis majeurs que nous devons relever pour garantir à nos enfants un niveau de vie décent et l'indépendance de leur pays.

Le Japon, la Chine, les Etats-Unis, l'Inde l'ont bien compris et investissent des sommes astronomiques dans la recherche. Ces pays ont une vraie politique industrielle car ils savent que l'innovation irrigue ensuite toute l'économie. **L'exploration de cette nouvelle frontière de l'intelligence est la condition de notre survie dans la mondialisation** et de notre renaissance sur la scène internationale.

Plutôt que de polémiquer sur des baisses fiscales qui sont d'ailleurs totalement illusoire en l'absence de croissance économique (sauf à laisser exploser la dette), veillons déjà à utiliser les impôts pour relancer cette croissance qui nous donnera des ressources pour baisser dans un second temps la fiscalité. Je propose ainsi de supprimer le maquis des aides inutiles aux entreprises et avec ces économies pour le budget de l'Etat de réduire les charges sociales et de supprimer l'ISF pour les fonds qui s'investissent dans la recherche.

Mais plutôt que d'exonérer de charges sociales les heures supplémentaires, je propose d'exonérer de toutes charges sociales la première nouvelle embauche dans les PME de moins de 10 salariés. Plusieurs centaines de milliers d'emplois seraient créés par les artisans, commerçants, toute petite entreprise qui aujourd'hui manquent de bras pour répondre à la demande.

**Ne nous trompons pas de combat. Plutôt que d'augmenter les heures supplémentaires de ceux qui ont déjà un emploi, la priorité est d'offrir un emploi à ceux qui en sont privés.**

Parallèlement, je propose pour réduire les cotisations sociales de mettre en œuvre la cotisation sociale sur la valeur ajoutée allégeant ainsi le coût des produits fabriqués en France et renchérissant celui des importations.

Depuis 10 ans, syndicats, chefs d'entreprises, parlementaires, militent pour la TVA sociale, cette mesure de bon sens à laquelle le Danemark et maintenant l'Allemagne se sont ralliés. Les petits marquis de Bercy qui n'ont sans doute jamais vu de leur vie le regard de ces ouvrières dont les emplois sont délocalisés, vont-ils continuer longtemps à faire la loi dans notre pays ?

Il est tout de même stupide de taxer l'emploi quand il est possible de faire financer notre protection sociale par l'ensemble des biens consommés dans le pays ?

Loin des caricatures des programmes économiques ou fiscaux des uns ou des autres, vous constatez que mon projet économique est simple. Il consiste à réorienter les dépenses publiques et à revoir le dosage de notre fiscalité pour permettre le retour de la croissance. Une croissance saine, car de long terme et incitant à protéger l'environnement. Une croissance fondée sur la relocalisation des activités dans notre pays, sur l'effort productif, sur la défense de nos intérêts. Une croissance au service de l'emploi sur notre territoire.

**Cette politique d'effort collectif sera d'autant plus efficace qu'elle sera juste. L'effort de tous, oui, mais au profit de tous.**

**Au profit de tous grâce aux quatre révolutions que je vous propose.**

**La révolution de la participation** en fixant comme objectif à 5 ans aux entreprises 15% d'actionnariat salarié.

Si cela avait été le cas, ni Pechiney, ni Arcelor ne seraient tombées dans les mains d'entreprises multinationales qui, dès la 1<sup>ère</sup> année délocalisent les centres de recherche !

A ceux qui m'accuseront d'interventionnisme, je demande d'aller voir ce qui se passe en Allemagne, où, là-bas, les patrons ont plus de sens civique que leurs homologues Français. Krupp vient par exemple de verrouiller son capital pour éviter une OPA étrangère.

Et ils ont raison ! C'est du bon sens. Le sens du bon pour son pays ! Le vrai patriotisme économique, en actes et pas seulement en paroles !

Mais la participation c'est aussi, vous le savez bien, le partage des profits, un meilleur climat social, de meilleures performances pour l'entreprise. Je propose ainsi que l'impôt sur les sociétés soit modulé en fonction de la part de l'actionnariat salarié !

**Deuxième révolution celle de la sécurité professionnelle.** Comme la sécurité sociale la sécurité professionnelle garantirait une seconde chance. Chaque Français, en cas de difficulté professionnelle, pourrait ainsi bénéficier d'une formation lui évitant de sombrer dans la spirale de l'échec, de l'assistanat, puis de la précarité.

**La révolution du logement** ensuite faisant doubler le nombre annuel des ménages qui deviennent propriétaires, dégagant ainsi des logements sociaux pour ceux qui en ont le plus besoin.

**La révolution de la famille** enfin, en récompensant davantage les familles qui garantissent le renouvellement des générations.

- Etre actionnaire de l'entreprise dans laquelle on travaille,
- Etre propriétaire de son logement,
- Bénéficier d'un droit à la formation pour surmonter les aléas de la vie professionnelle,
- Etre conforté fiscalement quand on prend la responsabilité d'élever des enfants.

Voilà quatre changements majeurs dans la vie quotidienne des Français.

Des changements majeurs responsabilisant nos concitoyens et relançant le progrès social. En limitant la précarité, l'incertitude, l'angoisse du lendemain on confortera ainsi la consommation, on redonnera le moral aux forces vives, aux créateurs, à la jeunesse.

Oui mes amis, mes compagnons, mes camarades, la France ne s'en sortira que si chaque français reprend espoir de voir sa vie s'améliorer et, ce faisant, contribue au sursaut collectif.

Une France soudée autour de ses repères républicains. L'égalité devant la loi, l'école du Mérite, l'équilibre des territoires, l'assimilation des nouveaux venus.

Une France portée vers le progrès social, combattive dans la guerre économique mondiale, sachant défendre ses intérêts, veillant à la juste répartition des fruits de l'effort.

**Voilà deux grandes ambitions qui doivent nous mobiliser en 2007. Voilà deux belles ambitions à présenter à nos compatriotes.**

Mais pour réussir ce rassemblement autour de nos valeurs républicaines, pour réussir et mettre en œuvre cet effort de tous au profit de tous, il nous faut restaurer notre indépendance nationale. **C'est-à-dire tout simplement retrouver le droit le plus élémentaire que nous avons inventé en 1789, à disposer de nous-mêmes.**

La France serait-elle le seul pays au monde à se faire Harakiri ? Au nom de quoi et pour qui devrions nous renoncer à ce que nous prônons pour tous les autres peuples de la terre : de l'Afrique du Sud à l'Irak en passant par le Chili : Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ?

Pourquoi ce qui est valable ailleurs serait soudain ici tabou ? Pourquoi ce que l'on nomme patriotisme chez les autres devient il nationalisme et arrogance chez nous ?

L'unité, d'un côté, le progrès social, de l'autre côté ne peuvent exister, prospérer, se solidifier qu'à partir du sentiment d'appartenance nationale, de la solidarité entre Français.

Oui nous croyons en une Nation ouverte sur les autres et porteuse de valeurs.

Etre Gaulliste et Républicain c'est donc bien évidemment respecter le peuple pour lui permettre de disposer de lui-même. Il faut donc s'appuyer sur les Français pour changer la France.

**Il n'y aura tout d'abord pas de redressement de la France sans une réorientation de la construction européenne.**

Les Français, le 29 mai 2005, l'ont bien compris en indiquant le chemin. Ils ne l'ont pas seulement fait pour eux-mêmes, mais pour tous les peuples de l'Union. Comme l'a écrit l'économiste Jacques Sapir dans son fameux « il est l'heure d'être radical », « le refus du traité est, d'abord et avant tout, le refus des politiques économiques et sociales qui l'ont précédé et qui se trouvent dans la partie III (...) On ne peut pas ne pas en tenir compte ». Lech Walesa l'avait lui aussi compris, affirmant ce soir là « *Un jour les Européens remercieront la France* ».

Malheureusement il ne fallait pas compter sur nos élites sourdes et aveugles. Leur duplicité, leur mépris du peuple les conduisent aujourd'hui à l'occasion de cette présidentielle à vouloir prendre leur revanche sur les Français.

Le piège est là devant nous, il a été bien préparé par petites touches.

Tout d'abord, malgré l'injonction du peuple souverain, le parlement n'a toujours pas abrogé la réforme de la constitution française de mars 2005 permettant la ratification de la Constitution européenne, preuve s'il en était besoin des arrières pensées tant de l'UMP que du PS.

Ensuite, depuis des mois les partisans du « oui » en France comme à l'étranger avancent leurs pions.

Je cite :

VEG - 14 juin 2005 « *Il faut sauver la Constitution européenne* »

Le PS - 20 nov. 2005 « *Il faut un nouveau traité européen constitutionnel axé sur la valeur et les institutions de l'Union* ».

Le 9 janvier 2006 : le chancelier autrichien « *la Constitution n'est pas morte* »

Le 19 janvier 2006 : « le Parlement européen (dont tous les eurodéputés UMP et UDF, ainsi que 4 eurodéputés PS dont Michel Rocard) vote une résolution appelant à la mise en œuvre de la Constitution européenne sans tenir compte des référendums français et hollandais ».

Le 24 janvier 2006 : depuis la tribune de l'Assemblée nationale, Monsieur Barroso, Président de la Commission européenne, se déclare « *convaincu que le soutien de l'opinion publique (française) en faveur de la modernisation des institutions que prévoit le projet de traité constitutionnel viendra en son temps* ».

Le 4 mars 2006 : le quotidien allemand « *Der Spiegel* » fait état de négociations secrètes au plus haut niveau entre Paris et Berlin, visant à soumettre de nouveau au vote des Français un projet légèrement remanié de la Constitution européenne, reprenant les parties I et II du traité, ainsi que toutes les dispositions de la partie III relative à la Cour de Justice de l'Union européenne.

Le 6 mars 2006 : lors d'une rencontre avec son homologue finlandais, le chef du gouvernement portugais, José Socrates, déclare : « *Quelle que soit la solution, elle devra être inspirée du texte présent. Il n'est pas possible de mettre complètement de côté un texte sur lequel nous sommes tombés d'accord et qui est le résultat d'un compromis.* » En réponse, Matti Vanhanen, premier Ministre finlandais affirme : « *Si changements il y a, je peux dire qu'ils seront assez marginaux.* »

14 juin 2006: Jean-Claude Juncker déclare au quotidien *Le Monde* : « *Mais il faut aussi que les Français et les Néerlandais acceptent le fait que seize Etats ont dit oui.* »

20 décembre 2006 : Le Ministre allemand des affaires étrangères déclare au quotidien *Le Monde* : « *Nous voulons maintenir la substance de la Constitution européenne.* » affirmant clairement la volonté de l'Allemagne de passer outre les référendums français et néerlandais.

13 janvier 2007 : Angela Merkel met en garde la France contre toute tentation de renégocier l'indépendance de la Banque centrale européenne et ajoute à propos du TCE : « *Nous ne pourrions pas vivre dans cette Europe si nous ne parvenons pas d'ici à la présidence française, fin 2008, à trouver un moyen de repartir sur la Constitution.* »

Pire, enfin, les principaux candidats à l'élection présidentielle tous avocats du « oui » cèdent à cette pression et s'engagent à bafouer le peuple.

Ségolène ROYAL fait le voyage à Luxembourg et ose dire : Le 17 janvier : « *Je ne veux pas que les Français pénalisent les pays qui se sont déjà prononcés sur la Constitution.* »

Nicolas SARKOZY, lui, affiche la couleur sans complexe en annonçant l'adoption après l'élection présidentielle par le Parlement d'une « mini Constitution » reprenant les principales dispositions du projet rejeté en 2005.

C'est à la fois inacceptable et dangereux.

Inacceptable parce que cela trahi la volonté du peuple.

Dangereux car le vote de la Constitution aggraverait encore plus les dérives de la construction européenne empêchant définitivement le redressement du pays.

En vérité, ni l'un ni l'autre n'ont compris qu'aucun redressement du pays ne sera possible sans une réorientation profonde de la construction européenne.

Pas de croissance et donc d'emplois sans réforme de la Banque Centrale européenne ni rétablissement de la préférence communautaire.

Pas de réussite économique dans la mondialisation sans une nouvelle politique industrielle et de recherche publique.

Pas de pacification sociale ni d'intégration sans une vraie maîtrise de l'immigration et donc sans le rétablissement des contrôles aux frontières, ni un plan Marshall vers l'Afrique.

Pas de revitalisation du monde rural sans une nouvelle PAC ni des services publics enfin affranchis des dérégulations ultralibérales de Bruxelles.

**En 2007, alors que la plupart des candidats s'apprêtent à se servir du vote des français pour leur faire perdre leur souveraineté c'est-à-dire leur démocratie, je serai le seul candidat raisonnable du Non républicain du 29 mai 2005.** N'oublions pas encore une fois, comme le font avec mauvaise foi les partisans défaits du oui, que le refus de la Constitution européenne n'a pas exprimé le rejet de l'Europe mais le souhait des Français de bâtir une autre Europe, celle des Nations et des projets au service des peuples.

Alors oui, j'en appelle à tous les Français qui ont voté Non.

**J'appelle tous les Français qui croient en l'Europe des peuples et des Nations à me rejoindre pour faire échec au funeste plan des oligarchies européennes.**

Nos compatriotes doivent comprendre que la mauvaise Europe qu'on nous impose à longueur d'année a des conséquences très concrètes pour leur vie quotidienne.

Le 1<sup>er</sup> juillet 2007 les tarifs EDF vont doubler pour ceux qui ne pourront pas à l'occasion d'un déménagement conserver le tarif réglementé.

En ce moment même, est débattu à Bruxelles, la fin du tarif unique du timbre. Les habitants comme les entreprises des zones rurales paieront plus cher leur courrier que ceux des villes.

Déjà, en raison de l'ouverture excessive des frontières aux Bulgares et Roumains, le dumping social et fiscal sur notre territoire prend une nouvelle ampleur.

La PAC est menacée d'asphyxie par Monsieur Mendelson (Commissaire européen chargé des négociations commerciales) dont les intérêts sont plus américains qu'européens.

L'euro surévalué freine nos exportations et surtout pousse aux délocalisations. Les sous-traitants d'Airbus sont obligés de s'installer hors zone euro pour être compétitif. La Chine, les Etats-Unis sous-évaluent leur monnaie pour gagner des parts de marché et l'Europe reste inerte. L'Allemagne impose cette politique à ses partenaires car sa spécialisation industrielle lui permet de résister mais lorsque la Chine fabriquera les mêmes produits qu'elle, peut-être comprendra-t-elle l'absurdité d'un euro surévalué de 50%.

Il n'y a aucune fatalité à subir cette mauvaise Europe. Nous ne sommes pas isolés, la coupure n'est pas entre la France et les autres nations mais entre les dirigeants et les peuples. Se poser la question de l'Europe ce n'est pas se recroqueviller sur nous, mais tout au contraire avoir une ambition pour les peuples qui la composent, vouloir respecter nos démocraties, affirmer la primauté de l'homme sur les intérêts.

**Une autre Europe est possible, celle tout d'abord des Nations** par un nouveau traité, cette fois confédéral qui rendrait aux démocraties nationales leurs nombreuses compétences, conservant au niveau européen ce

qui est seulement indispensable. Il faut ainsi proposer à nos partenaires de rajouter explicitement, dans le Traité de l'Acte unique, la logique du « Compromis de Luxembourg », opposable à la Cour de Justice de l'Union européenne, c'est-à-dire permettre à un pays de ne pas appliquer une directive de la Commission si elle remet en cause l'un de ses intérêts essentiels, validés par un référendum national. Si nos partenaires ne l'acceptent pas, nous devons l'appliquer unilatéralement dès que la Commission voudra imposer une libéralisation sauvage, contre le vœu du peuple français.

**Une autre Europe est possible, celle ensuite de la croissance économique** grâce à une réforme de la commission et de la B.C.E. :

Sur l'Euro soyons clairs. Aujourd'hui, la monnaie unique a échoué. Les pays qui ont eu le courage d'éviter l'euro ont eu une croissance nettement supérieure. Soit nos partenaires acceptent d'en faire un outil de développement en modifiant le traité de Maastricht, soit par référendum les Français doivent être consultés sur le retour au franc.

**Une autre Europe est possible, celle des coopérations à géométrie variable** permettant de sortir de la double impasse des prises de décisions à la majorité qualifiée ou à l'unanimité. Ainsi 3 pays, 8 pays, 12 pays qui souhaitent par exemple travailler ensemble dans un secteur donné pourraient le faire. Comme pour Airbus, Ariane, l'objectif serait de réussir à relever les défis du XXI<sup>ème</sup> siècle. Bien sûr cela fonctionnerait plus vite en l'organisant sous forme « d'Agence de coopérations » en contournant la Commission de Bruxelles qui devra être limitée à un simple secrétariat des décisions du Conseil des Ministres.

Oui, l'Europe de demain, celle dont les européens seront fiers, sera l'Europe des réussites scientifiques, technologiques, industrielles, environnementales, universitaires. Une Europe multiplicateur de puissance. Une Europe aimée car démocratique.

Mais cette vision de l'Europe participe d'une vision du monde qu'il nous revient de proposer. Là aussi la France doit assumer son rôle historique, promouvoir ses valeurs.

**En 2007 les Français devront aussi choisir une orientation de politique étrangère : allons-nous nous aligner sur les Etats-Unis, poursuivre la réintégration dans l'OTAN ou bien aurons-nous le courage de réaffirmer une politique étrangère et de défense indépendante ?** Au moment où le Moyen-Orient s'enfonce dans la violence, la question n'est pas accessoire.

Je suis convaincu que la France, qui avait fait le bon choix sur l'Irak, a d'autant plus son rôle à jouer aujourd'hui pour faire émerger un monde multipolaire, dynamiser la francophonie, prévenir le choc des civilisations et promouvoir le développement durable.

A ceux que je vois d'ici et qui lèveront les bras au ciel, je voudrais rappeler qu'il y a deux siècles, dans les cercles du pouvoir, quand certains voulaient bannir l'esclavage, on leur répondait : « mais vous n'y pensez pas, si nous l'abolissons d'autres pays le pratiqueront et notre économie n'y survivra pas ! » et, pourtant... l'esclavage a été heureusement aboli !

Un nouvel esclavage est né. Dans les banlieues de Shangai ou de Calcutta des entreprises occidentales font travailler pour des salaires de misère femmes et enfants. Dans les faubourgs de Pékin ou de Canton, une dictature communiste se sert du capitalisme le plus outrancier pour affirmer sa puissance mondiale.

De par le monde on n'a jamais autant pollué et exploité mettant en péril la planète, alimentant les terrorismes.

Si l'on veut sortir du double discours permanent, celui de l'écologie de salon à Paris et du super profit dans ces pays, il faudra bien un jour réagir face à ce processus de nivellement général, social et environnemental par le bas. Tout l'enjeu est de faire évoluer cette « mondialisation clochardisation » en une « mondialisation humaine », de passer du nivellement par le bas au nivellement par le haut.

Voilà le rôle éternel de la France. Epouser la cause de l'humanité. Repenser l'organisation économique mondiale en prônant des réformes concrètes, l'exception agricole, les zones régionales de développement, la relance des aides au développement, la moralisation des paradis fiscaux, la lutte contre les mafias de la drogue, la protection de notre environnement, la diversité culturelle, la liberté d'Internet.

Clemenceau dans un moment d'inquiétude, peu après la signature des traités de paix, écrivait : « si ce malheureux pays ne se ressaisit pas, qu'allons-nous devenir ? La ruée des appétits vulgaires ne serait rien s'il y avait encore des jalons d'intelligence. Ni compréhension, ni volonté, ni cœur. Quand les prétendus chefs se mettent en déroute, que peut faire la foule ? ».

Et bien mes amis, je suis candidat libre à l'élection présidentielle car je suis convaincu, pour avoir parcouru le pays de long en large, qu'il existe de très nombreux jalons d'intelligence. Simplement, ils se croient souvent seuls car isolés.

Mon devoir, votre devoir, notre devoir consiste seulement à leur tendre la main, pour tous ensemble redonner de l'énergie et de l'espoir à la « foule » solitaire dont parlait Clemenceau. En un mot, rendre le pouvoir aux Français et ainsi relever cette « certaine idée de la France » qui rassemble depuis des siècles notre peuple.

Je suis confiant mes amis pour l'avenir car la vérité triomphe toujours. Chaque jour d'ailleurs de nouveaux soutiens nous rejoignent.

Il reste cependant un obstacle : 6 semaines seulement pour obtenir les derniers parrainages me permettant d'être candidat pour porter ce projet de bon sens devant les Français.

Mais sommes-nous encore une démocratie exemplaire ? On pourrait en douter quand on voit comment cette règle somme toute raisonnable, visant à éviter des candidatures fantaisistes, est détournée de son objet.

Faute de pouvoir répondre au mécontentement des Français, de peur d'être une nouvelle fois désavoués par les urnes, la tentation est là de cadenasser l'élection présidentielle en empêchant de se présenter au suffrage ceux qui ne sont pas dans le « moule », ceux qui n'obéissent pas aux puissances de l'argent, ceux qui proposent de nouvelles solutions.

J'en appelle aux maires, mes collègues. Vous avez entre les mains les clés de la démocratie. C'est parce que je suis moi-même maire et que je peux comprendre votre réticence, que je vous demande de la surmonter.

Nos concitoyens ne nous en voudrons, ne vous en voudrons jamais, de leur offrir cette liberté de choix en parrainant des candidats libres, quels qu'ils soient. Imaginez à l'inverse la colère du peuple si seuls les candidats « officiels » d'une démocratie à bout de souffle avaient l'autorisation de se présenter au suffrage universel ! Ne l'oubliez pas, cher collègue maire, il n'y a pas de démocratie sans liberté de choix.

**Une liberté de choix pour laquelle nous allons nous battre :**

- le choix d'une France rassemblée autour d'exigences Républicaines,
- le choix d'une France au service du progrès social,
- le choix d'une France libre lumière du monde.

Nous pourrons ainsi redonner une seconde jeunesse à cette belle phrase prononcée le 27 août 1940 « La France est la France. Il y a en elle un ressort secret qui a toujours étonné le monde et qui n'a pas fini de l'étonner ».

C'est à nous, mes chers compagnons, qu'il revient de retendre le ressort c'est à nous d'étonner !

Rendez vous le dimanche 22 avril !

**VIVE LA REPUBLIQUE ! VIVE LA FRANCE !**

Nicolas DUPONT-AIGNAN

Candidat à l'élection présidentielle

Député de l'Essonne

Président de Debout la République

